

NON aux économies drastiques imposées d'énergie

L'économie drastique d'Énergie, c'est ce que prônent un certain nombre de scénarios (NégaWatt, Virage énergie, Greenpeace..) avec trois volets :

- **L'efficacité énergétique**, là je suis d'accord ; A titre d'exemple le chauffage à induction consomme dix fois moins d'électricité qu'une plaque électrique ancienne, un éclairage LED consomme plus de 6 fois moins qu'une lampe à incandescence.
D'après certains scénarios ceci représenterait 40 % des économies à faire.
- **La sobriété** : là je suis sceptique car il faut atteindre les 60 % restant. On doit cesser les sources de gaspillages certes mais ça ne suffira pas, il faudrait aller plus loin, trop loin en imposant des économies drastiques insupportables, en particulier :
 - Il me semble hors de question d'imposer le même comportement type à tous : sur le logement, sur le transport, sur son alimentation, sur ses voyages et loisirs. Les français ne sont pas prêts d'abandonner le logement et la voiture individuels, la possibilité de voyager. Les nouveaux usages (cf. NTCl, INTERNET) impliquent de nouvelles consommations importantes.
 - Je considère même que le politique n'est pas légitime pour faire les choix de mode de vie à la place des gens. Les associations non plus. Il s'agit de choix individuels. Sensibilisons les gens aux risques du réchauffement climatique et aux gestes du quotidien mais ne légiférons pas de manière autoritaire.
 - Les dangers sociétaux d'une décroissance énergétique sont énormes avec un appauvrissement inéluctable de la population.
- **La sortie du nucléaire** : c'est une erreur. Le nucléaire est un atout, gardons-le.

Le nucléaire et l'hydraulique sont les seuls moyens non émetteurs de Gaz à Effet de Serre (GES comme le CO₂) aptes à satisfaire en permanence les besoins en électricité des consommateurs. Les études de l'OMS et de l'UNSCAER attestent que ces modes de production font partie de ceux qui ont le plus faible impact sur la santé des citoyens. Tant que des solutions au stockage ne sont pas apportées à grande échelle, l'apport des Énergies Renouvelables Intermittentes (Éolien et solaire) ne pourra être que relativement limité.

Suivons l'analyse des sages et tenons compte des réalités scientifiques technologiques et économiques.

Je fais référence au cahier d'acteur N°82 de l'académie des sciences que j'invite le lecteur à consulter : « dans l'état actuel du débat, nos concitoyens pourraient être conduits à penser qu'il serait possible de développer massivement les énergies renouvelables comme moyen de décarbonation du système énergétique en se débarrassant à la fois des énergies fossiles et du nucléaire. Ce n'est malheureusement pas le cas. »

Le pari du 50/50 du mix électrique n'est pas gagné.

C'est ce que prévoit la loi (LTECV) à relativement brève échéance. Même à long terme (2040 2050 ?) le défi n'est pas gagné :

- Du côté de l'insertion des EnR intermittentes de type solaire et éolien il faut disposer de capacités de stockage suffisantes qui n'existent pas actuellement et de réseaux locaux intelligents qui ne sont pour le moment qu'en phase d'expérimentation à petite échelle.
- Du côté nucléaire il faut disposer d'un nouveau modèle de réacteur sûr et compétitif qui est encore à l'étude aujourd'hui. Certes l'optimisation de l'EPR laisse de bons espoirs.

Le pari du 50% nucléaire, 50% EnR du mix électrique n'est donc pas gagné mais il faut le jouer.

La puissance publique a un rôle primordial à jouer en anticipant de grands projets : La production, le transport et la distribution d'électricité nécessitent des investissements lourds. A titre d'exemple il faut plus de 10 ans pour construire une centrale nucléaire, un barrage hydraulique ou une ligne THT. Je pense qu'il en sera de même pour mettre en œuvre de grosses installations d'exploitation de biomasse, de géothermie ou d'hydroélectricité (hydroliennes, usines marémotrices...). Si on veut disposer de nouveaux moyens d'envergure en 2029 ou 2030, il faudra prendre des décisions bien avant 2028, quasiment dès maintenant. L'absence de décision anticipée reviendrait à une décision, par défaut, celle de ne pas faire, de ne rien faire d'important.

Le niveau local a aussi un rôle important à jouer au niveau du Transport, de l'habitat et de l'urbanisme.

Les collectivités locales et les régions s'en sont emparé mais les résultats tardent à venir ce qui est normal car il faut laisser du temps aux projets pour aboutir, passer du démonstrateur au prototype puis disposer d'une solution industrielle.

Dans le bâtiment les solutions techniques existent quant au chauffage et à l'isolation des habitations. Des immeubles neufs à basse consommation ont été construits mais ceux-ci ne représentent qu'à peine 1% des logements (/an). La réhabilitation de l'ancien est essentielle. Il faut y mettre les moyens et fixer des priorités, en particulier sur les « passoires » thermiques mais ne soyons pas trop perfectionniste pour maîtriser les coûts, cherchons l'efficacité et non la perfection.

La production électrique locale ne me semble pas essentielle et ne nécessite pas de précipiter les choses compte tenu de la bonne performance du système électrique centralisé existant.

L'approche sociétale n'est pas à négliger

Même si je ne soutiens pas les scénarios de décroissance économique évoqués plus haut, les réflexions sur nos modes de vie ne sont pas à négliger. L'économie du toujours plus atteint ses limites. En matière de mobilité c'est le toujours plus loin et toujours plus vite et 80% de nos déplacements en automobile sont inférieurs à 5 km. Favorisons les modes « doux », la marche, le vélo, le partage et la revitalisation du lien social. C'est une nécessité, ce n'est pas suffisant pour le climat mais c'est nécessaire pour l'homme.